



Editorial

Le Président du Conseil général reproche au Gouvernement d'asphyxier les collectivités territoriales. A l'examen des aides aux communes, partiellement relatée dans le chapitre suivant, on se demande qui asphyxie les communes. Car au-delà du bilan médiocre d' "I.D.E.A.L." (Intervention Directe pour l'Équipement et l'Aménagement Local), la politique du Président du Conseil général asphyxie bel et bien nos communes.

Les 5 méthodes employées :

- Diminuer les taux de subventions (ex: I.D.E.A.L.),
- Supprimer les aides (ex: cantines),
- Instaurer une tutelle technique (ex: éco-conditionnalité des subventions),
- Décourager les élus locaux en créant des « usines à gaz » (ex: politique de l'habitat),
- Décider à la place de la commune (ex: hausse des contributions au S.D.I.S.).

Concernant le SDIS

615 communes ont vu leur contribution augmenter du jour au lendemain, l'exemple le plus flagrant étant celui d'une commune de 146 habitants qui voit sa contribution augmenter de 208 % entre 2009 et 2010 !

 La TADEM versée aux communes de moins de 5000 habitants et dont les critères sont fixés par le Conseil général baissera de 26 % en 2010 !

Nouvelle politique territoriale du Conseil général : un bilan médiocre des aides aux communes

Conséquences financières négatives



"I.D.E.A.L." : pas idéal !

Au nom de mes collègues élus de l'opposition que je représente, j'ai pu constater le bilan médiocre du dispositif appelé "I.D.E.A.L." (Intervention Directe pour l'Équipement et l'Aménagement Local).

- **181 communes** (soit 24% des 744 communes de moins de 2000 habitants qui peuvent y prétendre) n'ont pas déposé de demandes de subvention, ce qui leur fait perdre définitivement l'aide au taux de 15% plafonnée à 3000 €.

- **850000 € de crédits perdus** définitivement pour les communes rurales (soit 40% de l'enveloppe 2009).

Depuis plus d'un an, nos propositions sont toujours rejetées par le Président du Conseil général et sa majorité comme :

permettre le report des crédits non

utilisés en 2009 sur les années 2010 et 2011 afin de ne pas pénaliser les communes de la Somme qui souhaitent investir. Nous sommes scandalisés que le Président actuel du Conseil général puisse déclarer à cette occasion qu'il *"ne voit pas d'inconvénient à ce que les communes rurales augmentent leurs impôts"*. Nous ne partageons pas sa curieuse conception des solidarités territoriales et le bilan médiocre de son aide envers les communes rurales et leurs habitants.

S.D.I.S. : il y a le feu aux contributions des communes !

Il y a un évident manque de transparence sur les contributions des communes au budget du S.D.I.S. Rappelant que le Président du Conseil général et ses alliés, conformément à la loi, disposent de la majorité des sièges au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, Daniel Dubois a demandé avec la plus grande fermeté que Pierre Linéatte, vice-Président du conseil général et Président du S.D.I.S. explique à l'ensemble des maires de la Somme :

-> Les différentes simulations financières qui auraient été faites pour aboutir aux nouvelles cotisations des communes dès 2010.

-> Le choix politique d'augmenter ces cotisations pour 80 % des communes de la Somme, toutes rurales et, à l'inverse, de baisser celles de certaines villes.

-> L'évolution des cotisations en une seule fois, dès le mois de mars 2010 et non pas sur plusieurs années.

Nous réclamons une réunion d'explication avec tous les maires de la Somme.

Venez en débattre... Venez en débattre... Venez en débattre...

Assistez aux réunions de terrain : mercredi 28 avril à **Roye** - jeudi 29 avril à **Frivilles-Escarbotin** - jeudi 6 mai à **Conty** - lundi 10 mai à **Acheux-en-Amiénois** (toutes auront lieu à 20h)

Thème 2010 : quels financements départementaux aux communes ? Vous recevrez une invitation.

Le point sur la réforme des collectivités territoriales

Les 4 textes

1- Loi du 16 février 2010 sur la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux

Le mandat des conseillers généraux élus en mars 2011 et celui des conseillers régionaux élus en mars 2010 expirent en mars 2014.

2- Projet de loi de réforme des collectivités territoriales

Examen en cours de navette: voté en 1^{ère} lecture au Sénat - procédure non accélérée - 40 articles

Quelles dispositions nous concernent ?

-> Définition des structures territoriales.
Intercommunalité: achèvement de la carte intercommunale pour le 1^{er} janvier 2014, ce qui concerne le canton de Roye dans la Somme.

-> Cadrage sur la clarification des compétences: beaucoup de compétences sont déjà clairement réparties, beaucoup restent à clarifier et feront l'objet de travaux parlementaires dans un délai de 12 mois à compter de la publication de la présente loi.



3- Projet de loi relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale :

Examen à venir en 1^{ère} lecture au Sénat -16 articles

Quelles dispositions ?

-> Mode de scrutin et territoire d'élection du conseiller territorial (appelé à remplacer les conseillers généraux et régionaux).

- Mode de désignation des délégués communautaires.

4- Projet de loi organique relatif à l'élection des membres des conseils des collectivités territoriales et EPCI

Examen à venir en 1^{ère} lecture au Sénat - 2 articles

Quelles dispositions ?

-> Harmonisation du Code électoral.

Je suis plus qu'attentif à toutes ces évolutions qui touchent nos communes et notre département. Ma conviction est qu'un élu local doit rester un élu de proximité.

Mes interventions sur 2 sujets votés en première lecture au Sénat

Zoom sur... Zoom sur... Zoom sur...

... les structures

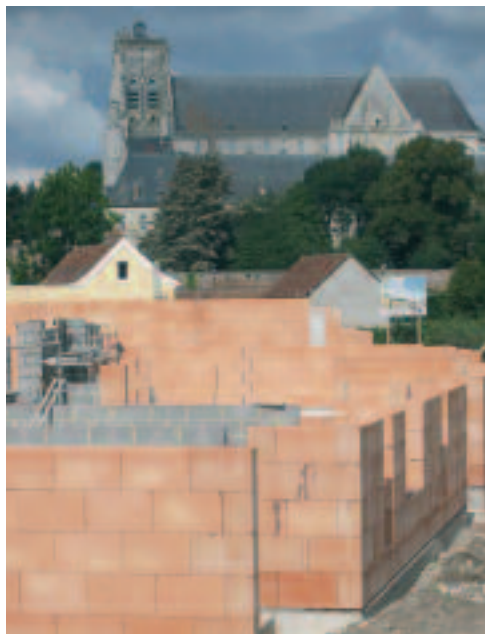
Conseil général

"Je suis profondément attaché aux départements. Dans les zones rurales, ils forment des espaces de cohérence, d'aménagement

du territoire et de cohésion sociale. Ils ont toute leur place dans l'organisation territoriale de notre pays. C'est pourquoi j'ai voté l'amendement de Michel Charasse, rendant obligatoire des délibérations concordantes des conseils généraux et le vote des habitants avant toute fusion de départements."

Avenir des Pays: Maintien des pays existants et impossibilité d'en créer de nouveaux. Lors de la discussion de cet article: "étant moi-même créateur du pays de la Picardie Maritime, je défends les pays qui sont effectivement engagés dans des démarches de cohérence, de concertation et de stratégie. J'estime qu'ils jouent un rôle essentiel pour le développement de certains territoires."

RPC du Haut Clocher: regroupement de 13 écoles en 3 sites dont ici celui de Saint Riquier



... les compétences

Pour la commune: clause de compétence générale maintenue.

Pour le département: débat sur la clause de compétence générale héritée de la loi de 1871. Il continuera, en tout état de cause à être le partenaire historique des communes rurales. L'ARTICLE 35 du Projet de loi le confirme: il a été complété au Sénat par un amendement que j'ai cosigné:

Le département continuera à être identifié comme le lieu des politiques publiques de proximité et sera confirmé dans son rôle de garant des solidarités sociales et territoriales.

Les élus de gauche expliquent aux maires qu'ils seraient obligés de financer seuls leur école, parce que les départements n'auraient plus la possibilité d'intervenir dans ce domaine: c'est FAUX!

Question en séance au Ministre de l'Éducation Ecole de la République

“La réussite scolaire et la bonne orientation sont la condition de la réussite professionnelle. Comment améliorer leurs performances alors que notre système continue à engendrer l'échec scolaire: 150 000 jeunes sortent du système sans maîtriser la lecture! “L'école élémentaire constitue le socle sur lequel tout repose” selon la Cour de comptes. J'ai créé, sur mon territoire 3 R.P.C. reliés à la fibre optique, équipés des dernières technologies numériques et dotés de tous les services périscolaires. Je souhaite bâtir un Conseil local de l'éducation qui regrouperait enseignants, parents, élus et services sociaux pour améliorer les résultats scolaires en lien

avec le collège. Comment envisagez-vous de participer au financement de l'école du XXI^{ème} siècle ? Comment comptez-vous faciliter les synergies locales entre équipes pédagogiques, parents et élus locaux ? Comment envisagez-vous de rendre plus transparents les résultats des évaluations pour les rendre utiles à la décision publique ?”

Luc Chatel (extrait): *“Le plan de relance, quant à lui, équipera 6700 écoles en numérique. D'ici quelques semaines, j'annoncerai un plan plus vaste digne d'une école du XXI^{ème} siècle...”*



Retrouvez le texte intégral de la question et de la réponse du Ministre sur www.danieldubois.info

Parmi les réformes urgentes

Modernisation de l'agriculture et de la pêche

La crise n'épargne pas le monde agricole. Elle s'est manifestée par une année noire 2009 avec une baisse des revenus agricoles de 34 % en moyenne (jusqu'à -54 % pour le lait). L'agriculteur, exposé à une forte concurrence doit s'adapter à de nouveaux paramètres: la fluctuation des prix et la moindre régulation. J'ai assisté, avec beaucoup d'intérêt à l'Assemblée générale de la F.D.S.E.A. et

aux auditions des acteurs de la profession au Sénat, l'objectif de ce projet de loi étant de mieux organiser les filières et de mieux répartir les marges.

Quelques mesures qui mériteront d'être travaillées et améliorées: contrats écrits entre producteurs et transformateurs, pratiques commerciales encadrées, meilleure répartition de la valeur ajoutée entre producteurs et distributeurs, renforcement du pouvoir des inter-professions et des organisations de producteurs.

Avec Christophe Buisset, Président de la FRSEA, qui vient de passer la main à Laurent Degenne pour la présidence de la FDSEA de la Somme



En Bref

Détecteur de fumée

Membre de Commission Mixte Paritaire (C.M.P.) sur la proposition de loi rendant obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation, **j'ai participé au texte final, fruit d'un compromis élaboré** entre députés et collègues sénateurs.

Le texte prévoit l'installation obligatoire, à l'horizon 2015, d'un détecteur avertisseur autonome de fumée (DDAF), à la charge de l'occupant du logement, qu'il soit propriétaire ou locataire. Chaque occupant dispose d'un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi. L'occupant du logement devra veiller à l'entretien et au bon fonctionnement de l'appareil.

Pour les locations saisonnières, les logements meublés, les logements de fonction et les foyers, l'installation et l'entretien du détecteur de fumée incomberont au propriétaire.

Loi n° 2010-238 du 9 mars 2010.

Missions en cours

-> Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets.

-> Membre du Groupe de travail sur la concertation nationale pour la préparation du plan national d'adaptation au changement climatique.

-> Membre de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Apports décisifs:

- Auteur de l'amendement concernant la loi sur le statut de la Poste sur le maintien d'au moins **17000 points de contact** sur le territoire.

- Membre de la Commission Mixte paritaire pour le projet de loi sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

- Amendements déposés et intervention dans le cadre du Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel.

Pour en savoir plus...

site internet

www.danieldubois.info

Le Sénateur sur le terrain Inaugurations, réunions...

A Ailly-sur-Noye



Inauguration du complexe sportif: "Espace Pierre Normand" par la Communauté de Communes du Val de Noye, présidée par Jean-Claude Leclabard, en compagnie du maire, Hélène Marcel, de la Conseillère générale, Brigitte Lhomme et du Député Alain Gest.

A Heuzeucourt



Inauguration du centre communal polyvalent à Heuzeucourt en présence du maire Jean-Paul Michilsen, du Préfet et élus locaux.

Chez Aérolia à Méaulte



Signature du protocole d'accord C2TR (Centre de transfert et formation Composite) dans l'usine Aérolia à Méaulte en compagnie du Député Stéphane Demilly

A Mers-les-Bains



Inauguration de la mairie de Mers-les-Bains en compagnie de Monsieur le Préfet Michel Delpuech, du Maire, Conseiller général Emmanuel Maquet et du Député Jérôme Bignon.

Réunion des maires à Rue



Réunion de travail à l'invitation de l'amicale des maires du canton de Rue, de Serge Deschamps, maire de Rue et de Jean-Louis Wadoux, Conseiller général.

A Barly: remise de médailles

Remise de la médaille du Sénat à Jacques Macron maire de 1989 à 2008 de la commune de Barly et honoré par son fils Benoît qui a repris le flambeau, en compagnie de Laurent Somon Conseiller général du Canton



Information

Grande Guerre

En prévision de la commémoration du centenaire de la Grande Guerre en 2014, l'association "les Deux Batailles de la Marne" qui œuvre pour la Mémoire, patrimoine collectif et universel a pour ambition de recenser, de la Mer du Nord à la Suisse, les monuments commémoratifs de la Grande Guerre. Notre terre de Somme, terre de souffrance durant cette Grande Guerre, possède un grand nombre de monuments ou sites historiques érigés en mémoire des soldats tombés. Des monuments familiaux américains, britanniques et français, des plaques, des statues, des chapelles ou ex-voto ont été édifés par les familles des combattants. Les associations d'anciens combattants alliés ont élevé également des monuments en souvenir des morts.

Dans le cas où vous souhaiteriez apporter votre contribution à ces recherches, les documents peuvent être transmis au Commandant Henri Maurel, 38 rue des Caves du Roy - 92310 Sèvres (Tél.: 01 46 26 26 07) ou par courriel: batmarn2@club-internet.fr

Site internet:

www.danieldubois.info

Vous y retrouverez toutes les questions écrites et débats du Sénateur ainsi que les réponses.

Permanences sénatoriales destinées aux élus

18h30 en mairies de:

Gamaches: lundi 31 mai

Friville-Escarbotin: lundi 14 juin

Molliens-Dreuil: lundi 5 juillet

Contact Paris (Sénat)

Sénat - 15 rue de Vaugirard

75291 PARIS Cedex 06

Tél.: 01 42 34 30 62

Fax: 01 42 34 41 95

Mail: d.dubois@senat.fr

ADRESSE POSTALE

Contact Amiens

Daniel Dubois Sénateur
BP 80027

80081 Amiens Cedex 2

Tél./fax: 03 22 72 59 77

Mail: senateur@danieldubois.info